

1141

Lundi, 26 juin 1972

Résultats de la réunion ministérielle
du Conseil de l'OCDE
des 24, 25 et 26 mai 1972
à Paris.

Département de l'économie publique. Proposition du 14 juin 1972
(annexe).

Vu la proposition du Département de l'économie publique, le Conseil
fédéral

d é c i d e :

Il est pris note du rapport du Département de l'économie publique et
les résultats généraux de la réunion ministérielle du Conseil de
l'OCDE des 24, 25 et 26 mai 1972 à Paris sont approuvés.

Extrait du procès-verbal aux:

- EVD 10
- EPD 10

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,

SNWANT

Berne,

Pas pour la presse

Distribué

EE. 753.4.1.1. - Sn/Ay
Résultats de la réunion
ministérielle du Conseil
de l'OCDE des 24, 25 et
26 mai 1972 à Paris

Au Conseil fédéral

Le Conseil de l'OCDE a tenu sa session annuelle au niveau ministériel à Paris du 24 au 26 mai 1972 sous la présidence de M. George Colley, Ministre des finances de l'Irlande.

Les problèmes liés à la préparation des négociations visant à réformer les relations économiques, monétaires et commerciales internationales, ainsi que le rôle de l'OCDE dans cette préparation, ont figuré au centre des débats. Les Ministres ont procédé à leur habituel examen de la situation conjoncturelle internationale et ont exprimé la résolution de leurs gouvernements de rétablir un niveau élevé d'emploi dans la zone de l'OCDE. Ils ont, en outre, donné mandat à l'Organisation d'entreprendre une analyse d'ensemble des problèmes énergétiques à long terme. Enfin, les Ministres ont adopté une Recommandation du Conseil définissant un ensemble de principes directeurs relatifs aux aspects économiques internationaux des politiques nationales d'environnement.

Les conclusions ont, en bref, été les suivantes:

La situation économique internationale

Les Ministres ont approuvé le diagnostic de la situation préparé à leur intention. Cette situation est caractérisée, dans la plupart des pays membres, par une utilisation insuffisante des ressources productives (chômage) conjuguée à la persistance de tensions inflationnistes. Ils ont pris note avec satisfaction des mesures adoptées au cours des derniers mois par de nombreux gouvernements en vue d'élever le niveau de l'activité. Ils ont considéré que les politiques

- 2 -

d'expansion devaient être poursuivies, mais qu'il s'agissait de rester vigilant quant à l'évolution des prix. Certains Ministres ont toutefois montré que le cas de leur pays différait du schéma général.

Dans son intervention, la Délégation suisse (cf. annexe 1) a appelé l'attention du Conseil sur la situation particulière de l'économie suisse. Celle-ci reste marquée par un excédent de la demande globale et des hausses de prix importantes. Ces facteurs entraînent la nécessité de maintenir, voire de renforcer, les mesures restrictives décidées l'an dernier.

Questions monétaires et commerciales internationales

Les Ministres ont procédé à un échange de vues sur les divers moyens propres à apporter une solution aux différents problèmes qui se posent dans les relations économiques internationales.

Ils ont discuté une proposition du Secrétaire général visant à créer un groupe de travail du Conseil qui aurait été institué en vue de permettre à l'Organisation d'apporter une contribution aux réformes du système monétaire et de l'ordre commercial internationaux. En leur grande majorité, les Ministres n'ont pas estimé cette institution nécessaire ou opportune.

Affirmant que l'OCDE était déjà dotée des compétences requises pour cette tâche, les Ministres ont donné des directives quant aux voies par lesquelles l'Organisation pourrait aider à la recherche de solutions aux actuels problèmes monétaires, commerciaux et d'investissements internationaux, ainsi qu'aux problèmes économiques connexes. Ils ont en particulier chargé l'Organisation de poursuivre ses travaux dans le domaine des balances de paiements. Ceux-ci constituent un élément substantiel de la coopération économique internationale et les Ministres ont demandé qu'une attention particulière soit portée aux objectifs des pays membres en matière de balance de paiements, ainsi qu'aux moyens de traiter le problème des mouvements de capitaux à court terme. Les Ministres ont

- 3 -

ainsi reconnu que l'OCDE avait un rôle important à jouer dans la préparation des réformes à venir.

La Délégation suisse (cf. annexe 2) a participé activement à l'élaboration de la définition du rôle de l'OCDE à cet égard. Elle a précisé que la recherche de solutions devait s'appuyer sur une analyse de tous les éléments susceptibles d'influencer les relations économiques internationales.

Par ailleurs, les Ministres ont relevé avec satisfaction que l'initiative de la CEE, des Etats-Unis et du Japon d'entreprendre en 1973 des négociations commerciales dans le cadre du GATT bénéficiait d'un large appui.

Ils ont encore souligné la nécessité d'accorder, au cours des discussions et des négociations sur les réformes à venir, la plus grande attention aux points de vue et aux intérêts des pays en voie de développement.

Enfin, les Ministres ont entendu un exposé de M. Jean Rey, président du Groupe de haut niveau sur le commerce dont ils avaient décidé la création en juin 1971. Ils ont pris connaissance de l'avancement des travaux du Groupe, lequel soumettra prochainement son rapport.

Politiques de l'environnement

Les Ministres ont adopté une Recommandation du Conseil relative aux principes directeurs qui devraient, à l'avenir, inspirer les politiques nationales de protection de l'environnement en vue de réduire au minimum les obstacles et les distorsions que ces politiques pourraient faire apparaître dans les échanges internationaux.

La Délégation suisse (cf. annexe 3) a réservé un accueil très favorable à cette Recommandation dont l'application devrait permettre de progresser dans la sauvegarde d'un environnement sain sans fausser les conditions de concurrence entre les économies nationales. Elle a encouragé l'OCDE à intensifier ses travaux dans ce domaine.

- 4 -

Politiques énergétiques à long terme et questions connexes

Les Ministres ont accepté une proposition du Secrétaire général visant à charger l'OCDE d'entreprendre un examen approfondi des problèmes d'ensemble et à long terme qui se posent dans le secteur de l'énergie. Les perspectives concernant l'évolution de la demande d'énergie dans les pays développés d'un côté, et de l'offre dans les pays producteurs (de pétrole en particulier) de l'autre, divergent très fortement. Une analyse globale répond donc aux préoccupations de tous les gouvernements. Celle qu'entreprendra l'Organisation tiendra compte de nombreux aspects connexes: accessibilité des ressources, innovation technologique, protection de l'environnement, etc.

* * *

Nous vous

proposons

de prendre note du présent rapport et d'approuver les résultats généraux de la réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE des 24, 25 et 26 mai 1972 à Paris.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Annexes:

- Déclaration suisse sur la situation économique internationale: les perspectives à court terme
- Déclaration suisse sur les questions monétaires et commerciales internationales et le rôle de l'OCDE
- Déclaration suisse sur les principes directeurs relatifs aux aspects économiques des politiques de l'environnement sur le plan international
- Communiqué final de la réunion ministérielle

Zusammenfassung

S. 5

S. 3

S. 6 (GS 3, DNK 5)

S. 9 (GS 3, EAV 3, EAV 3)

Die Schweizerische Eidgenossenschaft
 Confédération suisse
 Confederaziun Svizra
 Confederaziun Svizra
 Confederaziun Svizra